

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

Février 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

BREVES

Des parties sionistes à la conférence sur les minorités syriennes

L'un des éléments de la guerre douce menée par les États-Unis et Israël contre les peuples de la région aujourd'hui, est de remettre en cause la question des minorités religieuses et ethniques dans le monde arabe.

Pour ce faire, les États-Unis et l'entité sioniste organisent et financent des conférences spécialisées soulevant la question de minorités dans le but de diviser les États arabes et pousser leurs minorités à se cacher derrière des frontières nouvellement créées !

En deux mots c'est ce qu'on appelle « le chaos créatif ». Une politique adoptée par l'administration de Bush et pour laquelle des millions de dollars ont été investis pour sa réalisation au Moyen-Orient.

Dans ce cadre, le Congrès américain a permis le financement de dizaines d'organisations américano-sionistes pour la défense de la démocratie ayant pour mission d'organiser justement ce genre de conférences pour y lancer des slogans soi-disant démocratiques mais à connotation confessionnelle ou communautaire.

C'est ce qui a été mis en œuvre en Irak où une division communautaire non-déclarée sévit. Ou encore en Égypte où une situation confessionnelle s'est imposée entre les coptes et les musulmans, allant jusqu'à menacer l'Égypte de guerre civile entre les deux parties. Un projet exécuté par des coptes de la diaspora, amis d'Israël depuis des années.

Ces organisations pour la défense de la démocratie sont en fait la face cachée des services de renseignements israélo-américains, par exemple:

- l'Institut pour la défense de la démocratie à Washington (son fondateur est israélien, parmi ses plus éminents membres, Walid Phares un libanais pro-sioniste)

- l'Institut Heritage à Washington

- l'Institut MEMRI (fondé par Israël)

- l'Institut Freedom House (fondé par les services de renseignement américains)

Sans compter des dizaines d'autres organisations israéliennes et américaines.

Or, l'on remarque que dans toutes ces organisations un nom réapparaît toujours : celui de Nathan Sharansky, ex-ministre israélien, qui a déménagé aux États-Unis pour poursuivre sa nouvelle fonction celle de promouvoir la « culture de la division » pour la démocratie.

Mais encore..

Avant la guerre « OTANique » contre la Syrie, des organisations américaines et israéliennes ont réussi à attirer des immigrants Syriens et les utiliser comme des pions pour soulever la question de la défense

des minorités.

Ces immigrés syriens se sont vus entraîner à discuter des questions sur les Assyriens et les Syriques en Syrie, ou encore celle des Alaouites et des chrétiens en Syrie.

Or le projet américano-sioniste de provoquer une division confessionnelle en Syrie a échoué : le peuple syrien est resté uni malgré les meurtres, les assassinats et les attentats permanents confessionnels.

D'où, changement de tactique chez les Américains et les Israéliens. Aujourd'hui, le jeu américain et israélien en Syrie consiste à inciter au sectarisme en poussant les miliciens à s'attaquer aux minorités syriennes pour provoquer en eux un sentiment d'insécurité et surtout discréditer le régime syrien en montrant son incapacité à protéger ses citoyens dans un pays censé être unifié : la Syrie.

Mais le plus surprenant c'est que ce sont ces organisations américaines et israéliennes, assassins de peuples, qui organisent une conférence sur la protection des minorités en Syrie et où ? A Istanbul ! Là où les peuples arabes et leurs minorités ont souffert de l'oppression de l'état ottoman pendant plus de quatre siècles.

En effet, le 26 Janvier 2013, aura lieu une conférence sur les droits des minorités et leur protection à Istanbul et à laquelle participeront des organisations sionistes américaines dont l'Institut Ariel .

Ainsi, la Turquie, qui offre un refuge à tous les meurtriers et les terroristes du peuple syrien, celle-là même qui persécute sa minorité kurde sur son territoire, veut donner des leçons aux Syriens sur comment protéger les minorités !..

Pis encore..

Certains tueurs à gage ont été invités à cette conférence pour rendre honneur aux " familles des martyrs de la révolution des minorités". Pas surprenant de trouver parmi ses invités des miliciens du front alNosra.

Quelle dérision de constater que l'Etat qui participe à cette conférence sur les minorités en Syrie, est celui-là même qui a porté un coup aux chrétiens de la Palestine.

Plus dérisoire encore sont les opposants qui participent à cette conférence ceux-là même qui ont adopté les miliciens du Front alNosra, cette rébellion terroriste des wahhabites !.

Source: ArabiPress

Réunion à Paris, l'opposition syrienne demande de l'aide et des armes

PARIS, 28 jan 2013 (AFP) –

La Coalition nationale syrienne s'est rappelée au bon souvenir de la communauté internationale en demandant un soutien financier et matériel "concret", dont des armes, lors d'une réunion internationale à Paris.

"Le peuple syrien livre actuellement une bataille sans merci. Le temps n'est pas de notre côté et la poursuite de ce conflit ne peut qu'entraîner une catastrophe pour la région et pour le monde", a déclaré Riad Seif, vice-président de la Coalition, à l'ouverture de la réunion.

"Nous ne voulons plus de promesses qui ne seront pas tenues", a-t-il ajouté face aux diplomates et hauts fonctionnaires d'une cinquantaine de pays".

"La Syrie a besoin de milliards de dollars. Mais il nous faut un minimum de 500 millions de dollars pour avoir la possibilité de mettre sur pied un gouvernement", que réclame la communauté internationale, a déclaré lors d'une interruption de séance George Sabra, dirigeant du Conseil national syrien, principale composante de la coalition.

"Nous avons besoin d'armes, d'armes et d'armes", a-t-il également martelé, alors que les Occidentaux se refusent à livrer des armes par peur qu'elles ne tombent entre les mains de groupes jihadistes en Syrie.

Un embargo européen sur les armes vers la Syrie doit être réexaminé fin février à Bruxelles mais la levée partielle ou totale de cet embargo doit être votée à l'unanimité, a rappelé un responsable du Quai d'Orsay en marge de la conférence.

"Face à l'écroulement d'un Etat et d'une société, ce sont les groupes islamistes qui risquent de gagner du terrain si nous n'agissons pas comme nous le devons. Nous ne devons pas laisser une révolte qui avait démarré comme une contestation pacifique et démocratique dégénérer en affrontements de milices", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, hôte de la conférence.

"Cette conférence doit donner un signal, elle a un but concret: donner les moyens à la Coalition nationale

syrienne d'agir", a-t-il ajouté.

"Cela passe par des fonds, des aides de toutes sortes. Des promesses ont été faites, certaines ont été honorées, pas toutes, loin de là", a-t-il poursuivi.

Lors de la réunion des Amis du peuple syrien, le 12 décembre à Marrakech, plus de cent pays arabes et occidentaux avaient reconnu, dans le sillage de Paris, la Coalition nationale syrienne comme le "représentant légitime du peuple syrien". Un total de quelque 145 milliards de dollars avait été promis.

Les forces spéciales américaines et britanniques sur le pied de guerre

22 janvier

<http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/01/syrie-les-forces-speciales-ame.html>

Des anciens de l'armée britannique – ingénieurs ou hommes d'affaires - sont discrètement intégrés aux Forces spéciales de sa Gracieuse majesté, qui nouent actuellement en Syrie ou à ses alentours les premiers contacts avec des hommes d'affaires syriens du secteur pétrolier, notamment, nous affirme un militaire français au Moyen-Orient.

Ces hommes d'affaires d'un genre un peu particulier entendent profiter de leur couverture pour prendre une option sur l'après-Assad.

Mais les SAS ne sont pas les seules à se mobiliser autour de la Syrie. Les Etats-Unis, de leur côté, ont installé un détachement Delta de leurs forces spéciales à Harissa juste au nord de Beyrouth, la capitale libanaise. Un poste d'observation idéal pour surveiller ou s'infiltrer en Syrie.

Obama "aux prises" avec la décision de faire intervenir les Etats-Unis

WASHINGTON, 28 jan 2013 (AFP) –

Le président américain Barack Obama explique dans un entretien à un magazine américain qu'il est "aux prises" avec la décision de faire intervenir, ou pas, les Etats-Unis en Syrie.

"Dans une situation comme celle de la Syrie, je dois me demander: « pouvons-nous faire une différence? », déclare-t-il au magazine New Republic.

"Une intervention militaire aurait-elle un impact? Comment cela affecterait-il notre capacité à soutenir nos troupes qui sont encore en Afghanistan? Quelles seraient les conséquences de notre implication sur le terrain? Cela pourrait-il accroître encore la violence ou déclencher l'utilisation d'armes chimiques? Qu'offre la meilleure perspective d'un régime post-Assad? Et comment est-ce que je considère les dizaines de milliers de personnes qui ont été tuées en Syrie face aux dizaines de milliers qui sont actuellement tuées au Congo?", dit-il.

"Et je suis constamment aux prises avec la question de savoir où et quand les Etats-Unis doivent intervenir ou agir de manière à faire progresser notre intérêt national, faire progresser notre sécurité, et à ce que cela corresponde à nos idéaux les plus élevés et notre sens de l'humanité".

"Et alors que je suis aux prises avec ces décisions, je garde à l'esprit probablement davantage que tout autre non seulement nos incroyables forces et capacités, mais aussi nos limites", conclut-il.

Plus de 60.000 personnes ont péri en Syrie selon l'ONU depuis le début de la révolte populaire en mars 2011, qui s'est transformée en conflit armé face à la répression menée par le régime. Près de 600.000 Syriens sur un total de quelque 2 millions de déplacés ont fui dans les pays voisins, la plupart d'entre eux vivant dans des camps. Quatre millions de Syriens ont besoin d'une aide d'urgence, selon l'ONU.

Le président américain, qui dit devoir prendre des décisions équitables, espère pouvoir à la fin de son second mandat regarder derrière lui et pouvoir dire qu'il a fait davantage de bon choix que de mauvais.

Communiqués

Hezbollah : le raid israélien contre la Syrie dévoile ce qui se passe réellement

AL MANAR

Commentant l'agression israélienne contre un centre de recherche scientifique en Syrie, le Hezbollah a publié dans un communiqué :

« Conformément à son esprit criminel et à sa nature sauvage qui lui sont inhérents mais aussi à ses politiques qui consistent à empêcher toute force arabe ou islamique de s'améliorer et de développer ses capacités technologiques et ses potentiels militaires , l'entité sioniste a perpétré une agression brutale contre les installations pour la recherche scientifique à l'intérieur du territoire syrien, provoquant le martyre de quelques frères syriens et blessant d'autres sans compter la destruction du centre de recherche.

Le Hezbollah condamne donc fermement cette nouvelle agression israélienne contre la Syrie et estime que cette attaque a levé le voile sur les dessous de la crise en Syrie depuis deux ans. A savoir , la destruction de la Syrie et de son armée ainsi que son rôle pivot dans l'axe de la résistance et de l'opposition : prélude à d'autres épisodes de la grande conspiration qui se joue contre elle et contre nos peuples arabes et islamiques

L'agression israélienne qui a eu lieu hier contre la Syrie, est censée provoquer une large campagne de dénonciation et de condamnation de la part de la communauté internationale et de tous les pays arabes et islamiques. Mais, comme d'habitude cette communauté a toujours avalé sa langue et n'adopte aucune position sérieuse et de valeur quand l'agresseur est Israël. D'ailleurs, nous ne comptons pas sur cette communauté pour qu'elle déroge à sa règle à laquelle se sont habitués nos peuples au point d'en ressentir de la répulsion et du dégoût.

Le Hezbollah exprime sa totale solidarité avec la Syrie- Etat, peuple et armée. Il insiste sur la nécessité de prendre conscience de la gravité d'une frappe contre la Syrie et estime cette agression comme une occasion appropriée pour réexaminer les positions et adopter le dialogue politique comme seul moyen pour éviter l'effusion du sang des Syriens et préserver le rôle et la position de la Syrie».

Dénonciation de l'immixtion belliciste de la France en Syrie et affirmation du droit du peuple syrien à disposer de lui-même souverainement

Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence

27 janvier

Le 28 janvier 2013, M. Fabius accueille à Paris les représentants de la Coalition pour la Syrie, une structure fantoche créée à la demande des dirigeants états-uniens et qu'il considère depuis deux mois comme les « seuls représentants légitimes du peuple syrien ». Il choisit de les recevoir le jour même où l'opposition syrienne patriotique qui refuse toute ingérence étrangère ainsi que la guerre civile, se réunit à Genève.

Cette rencontre constitue le volet diplomatique d'une ingérence dans les affaires syriennes qui dure maintenant depuis deux ans. Le gouvernement français a déjà largement pris part à l'agression contre la Syrie en recrutant, entraînant et fournissant aux rebelles du matériel divers et prenant la direction des opérations, aux côtés de la CIA et des services de renseignements turcs de la formation des combattants (artillerie et transmission)¹ . Cette ingérence est en contradiction avec les principes du droit international et de la charte l'ONU en 1945. « Aucun Etat ne doit entreprendre d'action visant au renversement par la force du régime en place dans un pays tiers. » Sur le plan diplomatique, le gouvernement français cherche donc à contourner la légalité du droit international pour favoriser la reconnaissance d'une « légitimité » factice par diverses organisations régionales (Union européenne, Ligue arabe, Amis de la Syrie) pour une coalition créée par l'OTAN qui n'a aucune représentativité populaire.

Créée au Qatar, la « Coalition de Doha » est dirigée par M. Mouaz Al Khatib, un imam lié aux Frères musulmans, qui, selon le géographe F. Balanche, en constituent la « colonne vertébrale ». La Coalition reconnaît comme premier allié, Jabhat Al-Nosra, un groupe terroriste qui est une émanation directe d'Al Qaida. Et pour cause, c'est ce groupe qui inflige les plus lourdes pertes au gouvernement syrien ²) et à la population civile. M. Fabius a même fait part de son soutien implicite aux terroristes en affirmant que « sur le terrain, ils [Al Nosra] font du bon boulot ». ³) La diplomatie française cherche à prendre les devants d'une politique états-unienne de remodelage du « Grand Moyen Orient », en éliminant l'« Axe du Mal » (Syrie, Iran) (lire : axe de la Résistance) et en favorisant un axe pro états-unien (Turquie, Etats du Golfe). ⁴)

C'est donc une politique consciente d'escalade dans la guerre que le gouvernement français cherche à attiser, au moment même où la même France s'attaque au Mali aux groupes qui sont en relation directe avec ceux qu'elle soutient en Syrie. Comprenne qui pourra.

La Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence dénonce fermement cette politique d'immixtion dans les affaires des pays souverains, affirme le droit du peuple syrien de choisir lui-même ceux qui le gouvernent, ainsi que le refus de tout armement des « djihadistes » ou de « l'ASL » en soulignant que ce conflit, extrêmement polarisé, pourrait dégénérer en un embrasement généralisé déclenchant une guerre mondiale.

Coordination pour la souveraineté de la Syrie et contre l'ingérence

1) Le Canard enchaîné, 8 août 2012.

2) Le Figaro, 21/12/12

3) Le Monde, 14/12/12

4) Courrier international, n° 1152, « Vers la création d'un axe sunnite proaméricain »

Contact : Chrysanthie - chrysantheme1410@rocketmail.com

Seuls contre tous, les communistes turcs mènent campagne contre le déploiement des missiles Patriot visant la Syrie

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/> *

Seul contre le consensus dominant nationalistes-islamistes, le Parti communiste turc (TKP) mobilise ses forces militantes depuis plusieurs mois pour sensibiliser l'opinion turque et construire un mouvement d'opposition de masse aux manœuvres de l'OTAN en Syrie.

C'est dans cette lutte générale que s'intègre la bataille pour le retrait des missiles Patriot. Depuis le 10 janvier, la campagne « Vigilance contre les Patriot » collecte des signatures contre le déploiement des missiles de l'OTAN en territoire turc et rencontre un franc succès.

Une campagne organisée à partir du parc Guvenpark, au centre d'Ankara, où les militants du TKP ont organisé pendant une dizaine de jours une veille symbolique, jour et nuit qui a rencontré un écho certain auprès d'une population rétive à soutenir les manœuvres de guerre de leur gouvernement.

Une campagne relayée par des manifestations, comme celle du 13 janvier où plusieurs milliers militants communistes et sympathisants pacifistes ont défilé dans les rues d'Ankara contre les manœuvres impérialistes en Syrie.

Une marche pacifique perturbée par les forces de police craignant la jonction avec le lieu de rassemblement à Guvenpark. La charge contre le cortège à coups de gaz lacrymogènes et de matraques, a soudé les manifestants et leur ont finalement permis d'atteindre le centre-ville.

Les mots du dirigeant du *Parti communiste turc* (TKP) Aydemir Güler, s'adressant à la foule réunie à Ankara, résumant la détermination des communistes turcs :

« La police semble oublier qui sont les communistes et les patriotes de ce pays. On ne nous dit pas 'Arrêtez-vous ici, marchez plutôt là'. »

« Ils nous donnent des leçons de patriotisme sur la base d'une Constitution qu'il piétine chaque jour. Le TKP va leur montrer ce qu'est le patriotisme. Si le Parlement reste muet, c'est nous qui parlerons. Dire que la Syrie est une menace pour la Turquie, ce n'est qu'un énorme mensonge. La vérité, c'est qu'on veut manipuler le peuple turc pour le mettre au service des États-Unis et de l'OTAN.

Vous pouvez bien nous étouffer avec vos gaz lacrymogènes mais comment ferez-vous pour étouffer la conscience du peuple turc ? »

Dénoncer les manœuvres de guerre contre la Syrie et contre l'Iran

Le Parti communiste turc avait déjà envoyé, le 7 janvier dernier, une lettre aux parlementaires turcs pour rappeler l'inconstitutionnalité de cette mesure violant l'article 92 de la constitution selon lequel seul le Parlement peut autoriser le déploiement de troupes étrangères en Turquie.

La décision unilatérale du gouvernement de l'AKP de déployer missiles Patriot et soldats de l'OTAN viole donc ce qu'il peut subsister de la prétendue démocratie turque.

Le TKP dénonce ainsi le discours hypocrite du gouvernement turc prétextant une menace syrienne contre la Turquie, là où en réalité le gouvernement prépare avec l'OTAN et Israël une opération de grande envergure contre l'Iran.

Le soutien politique mais aussi militaire apporté par la Turquie à la rébellion armée syrienne révèle manifestement que c'est la Turquie qui représente une menace pour la paix régionale, en s'alignant sur les positions des puissances impérialistes occidentales.

La question posée par le TKP aux parlementaires turcs était simple :

« *Députés turcs, qu'allez-vous faire ?*

Les missiles Patriot sont en route. Allez-vous arrêter cette machine de guerre ? Allez-vous prendre vos responsabilités et dire : « C'est le Parlement qui décide dans ce pays ». Renvoyez les Patriot et les troupes étrangères dans leur pays ! »

Si la question est laissée lettre morte, les militants du TKP ont bien essayé ce 21 janvier d'empêcher le débarquement des missiles Patriot au port d'Iskenderun, avec une opération coup de poing menée par une centaine de militants du TKP.

Sous les mots d'ordre « Les tueurs de l'OTAN, hors de notre pays ! », « Pas de Yankee en Turquie » ou encore « Les envahisseurs perdent à chaque fois », les militants du TKP ont opposé une résistance qui a contraint les forces de police à intervenir et charger pour disperser le rassemblement.

Les manifestants sont tout de même parvenus à forcer le barrage policier et à achever leur opération dans le port même.

** sur la base des informations gracieusement communiquées par nos camarades du TKP*

Opinion

Poutine conforte Bachar, et Joumblatt dénonce le jeu américain

Louis DENGHIEN

Vendredi 25 janvier 2013

« *Nous croyons sincèrement que le plan proposé par le président Bachar al-Assad fait suite aux accords de Genève et pourrait constituer une excellente base aux tentatives ultérieures de règlement de la crise (syrienne)* ». La déclaration n'émane pas de n'importe qui, puisqu'il s'agit de Dmitri Peskov, porte-parole du président russe Vladimir Poutine. Elle n'est pas adressée à n'importe qui non plus, puisqu'elle a été faite dans les colonnes de la revue américaine *The National Interest*, et est donc un message adressé à la Maison Blanche et au Département d'État.

Cette fois, c'est Poutine qui parle

Un message très clair : non seulement, il n'est pas question, pour les Russes, de pousser le président syrien vers la sortie, mais il demeure un acteur majeur et incontournable des négociations pour une sortie de crise en Syrie. Rappelons que Bachar al-Assad avait proposé son plan le 6 janvier dernier, un plan qui se rapprochait de celui défendu par l'ONU et Lakhdar Brahimi, mais qui insistait sur la nécessité préalable d'un engagement de certains États à ne plus fournir d'aide financière aux mouvements terroristes à l'oeuvre en Syrie – et sinon prévoyait la formation d'un nouveau gouvernement, l'adoption d'une nouvelle constitution ainsi qu'une amnistie générale. Les Occidentaux avaient traité par le mépris cette initiative du président syrien, Washington la jugeant « *déconnectée de la réalité* ».

Eh bien la Russie rappelle à ces mêmes Occidentaux qu'on ne fera rien en Syrie sans Bachar et son gouvernement, et que ses propositions sont compatibles avec cet accord de Genève dont se réclament en principe tous les acteurs internationaux. C'est bien évidemment à Barack Obama et à John Kerry, futur chef de la diplomatie américaine, que Poutine s'adresse par Peskov et *The National Interest* interposés. Lavrov avait multiplié les déclarations réaffirmant la position russe sur la Syrie et son président. **Et maintenant c'est Poutine lui-même qui dit aux Américains – et à leurs suiveurs transatlantiques – qu'il n'y aura pas de désolidarisation entre Moscou et Damas.** Après cela l'AFP et les médias qu'elle abreuve vont-ils continuer à broder sur le thème de l'« *évolution russe* », véritable « marronnier » de la couverture française de la crise syrienne ? Ca sera en tout cas encore un peu plus difficile qu'avant...

Le chemin de Damas de Walid Joumblatt

Cette présence, durable et incontournable, de Bachar al-Assad commence à s'imposer à tous, même à ceux qui avaient déjà vendu sa dépouille avant de l'avoir tué. Ainsi Walid Joumblatt, chef historique de

la communauté druze libanaise, qui vient, à l'occasion d'un voyage à Moscou, de mettre pas mal d'eau dans son vin pro-rébellion. Le chef du Parti socialiste progressiste - appellation politique officielle cachant (mal) un positionnement communautaire et même clanique - a confié ses impressions à la télévision *Russia Today* : tout en maintenant son opposition à Bachar, et en estimant que la Syrie était entrée dans une phase d'instabilité durable, il tient des propos plutôt lucides sur les origines et l'"alimentation" du drame syrien : "*Certains États influents contribuent à l'instabilité de la région. Des États, Israël en tête, voient un intérêt dans la guerre en Syrie*". "**Le problème, ajoute-t-il, c'est que les États-Unis ne sont pas intéressés par la paix et ils veulent détruire la Syrie pour édifier le nouveau Moyen Orient. Pour y parvenir, il faut semer le chaos afin qu'Israël soit le chef d'orchestre de cette situation**". Un peu plus loin, il pointe du doigt - sans les nommer mais est-ce bien utile ? - les "*acteurs internationaux qui veulent faire sortir la Syrie du cercle d'influence de la Russie*", qui a hérité en l'espèce de l'URSS. Joumblatt dit encore que ces mêmes Américains et Israéliens cherchent à atteindre l'Iran à travers la Syrie, que ce pays constitue "*le maillon le plus important de la stabilité*" dans l'ensemble de la région et qu'il faut préserver son unité.

Cette analyse, qui pourrait être signée par le gouvernement syrien, l'Iran ou un site français de réinformation, éloigne considérablement Walid Joumblatt de ces derniers alliés libanais de circonstance, MM. Saad Hariri et Samir Geaga, principaux animateurs de l'"*Alliance du 14 mars*", opposition pro-américaine, pro-séoudienne et résolument anti-syrienne. Quelle mouche a donc piqué le "vieux" chef (63 ans, dont au moins trente de vie politique) druze ?

Si l'on en croit les compte-rendus, la visite à Moscou de Joumblatt s'est passée dans un climat cordial. Elle illustre donc le fait qu'à défaut de se rapprocher de Bachar, le leader druze se rapproche de Poutine. Une nouvelle "évolution" de Joumblatt qui au début de la crise syrienne collait (depuis janvier 2011, précisément) plutôt à la majorité politique libanaise pro-syrienne constituée autour du Hezbollah. Nous avons retrouvé au fin fond des archives d'*Infosyrie* un article relayant les déclarations faites par Joumblatt lors d'un séjour à Paris à la mi-juin 2011, au début de la crise syrienne donc. Le leader libanais s'était entretenu avec le président Sarkozy et lui avait dit notamment que Bachar était le seul à même de mener des réformes tout en maintenant la stabilité en Syrie et donc dans toute la région. Les troubles durant et s'étendant, le politicien druze avait à nouveau "évolué", claquant la porte de la coalition gouvernementale libanaise, et se lançant dans une apologie sans nuances de la "révolution" syrienne, et dans une dénonciation bruyante de Bachar, qu'il accusait, entre autres, ... d'alignement sur Israël ! Cette ligne "occidentalo-compatible" a duré toute l'année 2012, jusqu'à ce qu'un ange pro-syrien visite apparemment le patriarche du PSP dans son sommeil...

"*Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent*" a dit un jour Edgard Faure, politicien français devenu l'archétype de l'opportunisme. **Cet énième "changement de position" de Joumblatt - on serait tenté de parler de "retournement de veste" - ne fait en tout cas que confirmer que c'est bien Poutine, et non Obama, qui est l'arbitre international en Syrie, et que le chemin de Damas passe décidément par Moscou. Le vent souffle à l'Est, visiblement.**

Fabius soudain moins sûr de lui

Un qui n'a pas changé de position, mais constate l'impasse dans laquelle elle l'a conduit, c'est Laurent Fabius. Présentant ses vœux à la presse, jeudi 24, le ministre hollandais des Affaires étrangères a bien été obligé de reconnaître que, de son point de vue socialo-atlantiste-sioniste, les choses n'évoluaient pas bien en Syrie : "**Il n'y a pas de signe récent positif vers la solution que nous espérons, c'est-à-dire le départ de Bachar et la venue au pouvoir de la coalition de l'opposition syrienne**". Fabius a perdu beaucoup de son arrogance par rapport à certaine déclaration de décembre dernier, où il prophétisait la "*fin prochaine*" du régime baasiste, assurant que même les Russes étaient d'accord avec lui sur ce point. Pour les Russes, on vient de voir ce qu'il en était. C'est vrai qu'en à peine un mois, les "*signes récents positifs*", sur le terrain et même à l'international, sont plutôt allés dans le sens du gouvernement syrien et de ses alliés.

Par suffisance et aveuglement (géo)politique, Laurent Fabius s'est auto-intoxiqué, tel un vulgaire analyste du *Monde*, de *Libé* ou d'*I-Télé*, sur la force militaire et plus encore politique de ses protégés de la "révolution" syrienne. On se demande d'ailleurs ce qu'il va bien pouvoir dire le 28 janvier aux représentants de cette "*Coalition nationale de l'opposition syrienne*", sponsorisée par la France et le Qatar. Il est certain en tout cas que le communiqué final de cet énième non événement diplomatique ira instantanément rejoindre aux oubliettes ceux émis par les "*Amis de la Syrie*" ou la Ligue arabe. On

imagine que Laurent le Pathétique va s'efforcer de se refaire une santé avec le Mali, la libération de Florence Cassez ayant tout de même une incidence limitée sur le prestige du Quai d'Orsay.

La Syrie, toDEOmbeau des illusions et arrogances occidentales ? Ça semble en prendre le chemin : la défaite des rebelles sera aussi celle du gouvernement et des médias français, un intéressant "dommage collatéral"...

Publié le 25 janvier 2013 avec l'aimable autorisation d'Info Syrie

DOCUMENTAIRE

Syrie, une autre réalité

De [Anastasia Popova](#) et [Olivier Turquet](#) (VIDEO EN FIN D'ARTICLE)

Global Research, janvier 27, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-une-autre-realite/5320709>

La publication [documentaire d'Anastasia Popova diffusé sur la chaîne Russia 24](#) a suscité éloges et critiques sur le point de vue émis sur la situation actuelle en Syrie, point de vue différent de celui qui circule dans les médias européens. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de poursuivre sur ce sujet en discutant avec l'auteur du rapport, une jeune journaliste qui a couvert le *Printemps Arabe* dans plusieurs pays et qui a passé quelques temps en Syrie, au contact de nombreuses personnes impliquées dans le conflit.

Anastasia, merci tout d'abord d'avoir accepté. Combien de temps êtes-vous restée en Syrie avec votre équipe ?

Nous sommes restés là-bas sept mois au total, à partir d'août 2011 alors que le pays n'était alors pas encore en guerre, jusqu'à maintenant et la guerre bat son plein. On peut donc dire que les événements se sont développés sous nos yeux. En moyenne, nous sommes restés à chaque fois un mois en Syrie, entre Der'a, Idleb et Alep, puis entre Lattaquié située le long de la frontière turque, al-Qamishli et Deir Ez-Zor

Quelles sont vos impressions sur la situation actuelle du conflit ?

Ce qui nous a frappé le plus lorsque nous sommes arrivés en août et ce jusqu'en décembre est la différence entre ce qu'on nous disait de la Syrie à l'extérieur du pays et ce qui se passait réellement à l'intérieur du pays. Parfois on atteignait l'absurdité la plus totale. Par exemple, nous recevions un appel de nos rédactions pour nous rendre dans tel ou tel square où une manifestation contre le gouvernement était réprimée par des blindés et l'artillerie : nous y allions et il ne s'y passait absolument rien, mis à part quelques piétons présents et un policier régulant la circulation. Malgré nos tentatives, nous n'avons jamais réussi à trouver les milliers de manifestations contre le gouvernement dont on a si souvent parlé dans les médias occidentaux. Nous avons discuté avec l'opposition et ils nous ont dit qu'il était très difficile de rassembler les gens pour protester. Le seul lieu où ils pouvaient éventuellement y réussir était la mosquée : s'ils réussissaient à faire sortir ne serait-ce que 50 personnes pendant quinze minutes pour les filmer, c'était pour eux une victoire. La grande majorité de la population n'était tout simplement pas intéressée.

Puis les provocations ont commencé, des gens furent tués pour leur appartenance religieuse. Ont commencé les attaques armées sur les bâtiments gouvernementaux et leurs employés, sur les commissariats et les tribunaux.

Cependant, le gouvernement répondait aux demandes de paix. Les lois furent modifiées. Une commission a été créée pour un dialogue national incluant presque tous les groupes d'opposition. Grâce au travail de cette commission et par référendum national, une nouvelle Constitution a été adoptée. Puis ont eu lieu des élections et beaucoup de sièges au Parlement ont été remportés par des opposants politiques. Ainsi les protestations en masse devinrent discutables.

Mais pour les principaux acteurs intéressés, ce n'était pas la fin de l'histoire. Ils ont réuni ce qui peut être nommé « l'opposition étrangère », composée surtout de gens qui avaient vécu en Europe depuis plus de 40 ans. Cette opposition n'avait évidemment aucune chance de parvenir au pouvoir

après élection, étant donné le manque de soutien en Syrie. Ils se sont donc tournés vers l'unique alternative qui leur était ouverte : renverser le gouvernement en place avec des armes.

Ils ont commencé à opposer les confessions religieuses les unes contre les autres, et en même temps à envoyer des insurgés étrangers. On peut en lire la preuve dans le dernier rapport de l'ONU qui liste des gens armés de 29 pays différents qui se battent contre l'armée syrienne !

Nous avons filmé les armes étrangères qu'ils utilisent, armes qui ne peuvent être achetées en Syrie et que l'armée syrienne n'a pas. Par exemple le fusil d'assaut M16, des mitrailleuses européennes, des missiles anti-char et anti-aviation divers, des équipements avancés de communication satellite qui leur ont été ouvertement fournis par certains États occidentaux.

Ces armes sont tout d'abord envoyées vers la Turquie, puis données aux FSA par des officiers turcs à la frontière. Une journaliste libanaise a été témoin de cet échange et elle a essayé de le filmer mais elle a été arrêtée et détenue en Turquie 3 jours, et on lui a cassé sa caméra.

La frontière entre la Syrie et la Turquie est contrôlée par l'armée turque, suite à un accord signé entre les deux pays en 1998. Il n'y a pas de patrouille de frontière syrienne. J'y suis allée et je l'ai remarqué.

Par ailleurs, les États occidentaux fournissent de l'argent à l'opposition, qui est surtout composée d'étrangers. A cause de tout cela, il est difficile de nommer ce qui se passe en Syrie guerre civile. Même s'ils ont réussi à diviser la population, et si dans certaines familles une partie se bat pour le gouvernement et l'autre est contre.

Pensez-vous qu'il y ait une solution de paix ?

Je pense que c'est la seule solution pour mettre fin à ce conflit. La plupart des guerres entre pays ont été arrêtées suite à la signature d'un accord de paix. La situation sur le terrain est la suivante : la plupart des grandes villes est toujours contrôlée par le gouvernement. Après plus d'une année de combats féroces, les groupes armés en combat n'ont pas encore réussi à créer de bastions ou à prendre une majeure partie du territoire. Ils ne font que se diviser car certains ont perdu un support financier, d'autres finissent par piller, d'autres encore ont déjà commencé à se battre contre les insurgés étrangers, certains ont rejoint Al-Qaïda qui se bat également contre la Syrie et qui est nommé officiellement « groupe terroriste », si je puis me permettre de vous le rappeler. Avec qui pourraient-ils donc négocier ? Même les contrôleurs de l'ONU n'ont pu trouver un seul meneur de ces groupes armés, et la tentative d'obtention d'un cessez-le-feu a échoué. Et pourtant, le président a encore une fois mis l'accent sur son empressement à négocier lors de son dernier discours. Mais cette fois, il a ouvertement fait référence aux supports étrangers des militants. Malheureusement, une solution pacifique ne semble pas être à l'ordre du jour : ils ont déjà refusé cette hypothèse.

Pourquoi avez-vous réalisé ce documentaire ? Vos supérieurs vous l'ont-ils demandé ou l'avez-vous fait de votre propre chef ?

La décision d'origine qui était de m'envoyer en Syrie a été prise par mes supérieurs. Mais naturellement au cours de ma mission là-bas, je me suis fait des amis, et beaucoup d'entre eux ont été tués. Je suis partie en Syrie pour rapporter des faits, mais j'ai pris conscience sur le terrain que des hommes ne sont pas des faits, ce sont des hommes, et j'ai ressenti leurs douleurs dans mon propre cœur.

J'ai décidé de monter ce film. C'était une réponse émotionnelle aux événements que j'avais couverts. Je l'ai réalisé pour rendre hommage à mes amis tombés là-bas et au peuple syrien, qui se moque de la politique et qui veut juste pouvoir vivre en paix. J'ai la chance que mon travail me fournisse un exutoire pour diffuser ce sujet à un grand nombre de personnes. J'ai utilisé cette opportunité, même si obtenir l'accord de mes hiérarchiques sur ce film n'a pas été facile.

Nous avons reçu une critique sur Russia 24 : elle serait une chaîne qui ne reflète que la position du gouvernement russe. Que pouvez-vous répondre à cela ?

Il est toujours facile d'attaquer le message quand vous n'aimez pas le message. Quand des gens lisent des rapports écrits depuis de confortables chambres d'hôtels au Liban, citant des informations non vérifiées d'activistes sur des atrocités gouvernementales supposées, ils scandent « Oui, Oui ! Tue ce dictateur ! ». Mais lorsque quelqu'un passe beaucoup de temps en Syrie afin de comprendre ce qu'il s'y passe, revient et dit : « eh oh, les gens, ce n'est PAS DU TOUT comme ça que ça se passe », les gens le catégorisent tout de suite comme de la propagande du gouvernement.

Que puis-je répondre à cela ? Qu'un billet pour la Syrie n'est pas si cher que ça, que ses frontières sont ouvertes. Plus de 300 représentants de médias étrangers ont travaillé là-bas, ont pu envoyer leurs communications par Internet librement et sans aucune censure de la part du gouvernement syrien. Le pays entier est couvert par la 3G. Si vous ne me croyez pas, moi, "jeune reporter d'une chaîne détenue par l'État russe", allez-y et voyez vous-même. Mais ne soyez pas surpris d'y découvrir une toute autre réalité.

Voici un très bon exemple de *The Independent* : « Je suis maintenant à Damas depuis 10 jours et je suis frappé par l'énorme différence entre ce que j'ai pu voir dans les diverses régions de Syrie que j'ai visitées et l'image qui est donné au monde entier par les leaders étrangers et les médias étrangers. »

(<http://www.independent.co.uk/voices/comment/syria-the-descent-into-holy-war-8420309.html>)

En voici un autre de *The Guardian* :

FSA- « Il n'y a pas eu de réels progrès sur les fronts et cela a affecté nos sponsors qui ne nous avaient pas envoyé de munitions... Même les gens en ont marre de nous. Nous étions des libérateurs mais maintenant ils nous dénoncent et manifestent contre nous. »

(<http://m.guardian.co.uk/world/2012/dec/27/syrian-rebels-scramble-spoils-war>)

Que pensez-vous de l'attitude de la Russie vis à vis de la situation en Syrie ?

Je pense qu'ils sont parfaitement conscients de ce qui se passe sur le terrain et ils insistent constamment sur la paix avec des cessez-le-feu immédiats et des dialogues incluant tous les points. Que demander de plus ?

Vous êtes sur le point de prendre des vacances bien méritées. Retournerez-vous en Syrie ? Quels sont vos espoirs vis à vis de ce pays ?

Ce n'était pas ma décision d'y aller la première fois, j'y ai été envoyée en tant que reporter spécial et je faisais simplement mon travail. Ce sont mes supérieurs hiérarchiques qui décideront où je me rendrai la prochaine fois. Mais s'ils me disent la Syrie, je pense que j'accepterai.

Olivier Turquet - *Pressenza* - International Press Agency

11 janvier 2013.

Texte original en anglais (11.01.2013) :

<http://www.pressenza.com/2013/01/syria-an-alternate-reality-interview-with-anastasia-popova/> Traduit de l'anglais par Frédérique Drouet (25.01.2013) :

<http://www.pressenza.com/fr/2013/01/la-syrie-une-realite-autre-entretien-avec-anastasia-popova/>

Voir la vidéo : [VIDÉO : Le regard de Syriens sur une guerre orchestrée par l'étranger](#) Par *Anastasia Popova*, 23 janvier

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*